



SAHARA INFO

**N° 19-20
Novembre 1977
Prix : 3 F**

Commission Paritaire N° 58229

MENSUEL D'INFORMATION SUR LE SAHARA OCCIDENTAL



**NON A L'INTERVENTION
FRANCAISE**

**RENFORCONS NOTRE
SOUTIEN**

EDITORIAL

Les 1 700 otages du gouvernement français

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement français essaie de violer la conscience du peuple français pour lui faire accepter l'envoi de corps expéditionnaires, pour renforcer une armée mauritanienne qui refuse de se battre contre le peuple sahraoui et une armée marocaine, de moins en moins convaincue des raisons pour lesquelles on l'envoie mourir en semant le mort.

Pour faire accepter ces corps expéditionnaires terrestres et aériens, le gouvernement français a développé une nouvelle tactique : *l'otage-alibi*.

Ces Français, n'ayant parfois aucun lien direct de subordination avec leur gouvernement, sont recrutés pour se rendre dans des zones de guerre afin d'apporter leur force de travail et leurs connaissances à des entreprises françaises de pillage économique. Souvent, d'ailleurs, ils ne connaissent pas la nature de celles-ci, car elles sont présentées comme des entités nationales.

C'est le cas en Mauritanie, pour les mines de fer. Comme le pays, en guerre, est soutenu par la France, on demande à ces Français «civils» (dont quelques uns sont liés, il faut le dire, à des services très spéciaux) d'apporter, sous menace de licenciement, leur concours à la défense de Zouérate, au travers d'une milice qui, en temps de «paix» est dirigée contre les ouvriers mauritaniens, et en temps de guerre, contre l'Armée Populaire de Libération Sahraouie. On leur demande aussi d'installer et faire fonctionner les ateliers de montage et de réparation d'armements, d'effectuer directement les reconnaissances aériennes au travers «d'anodines» activités d'aéro-club, qui serviront à fournir les renseignements pour le bombardement des colonnes sahraouies. On leur demande enfin, lorsque certains de ces coopérants d'un genre très spécial disparaissent, d'appeler au secours, pour permettre aux parachutistes de la coloniale de venir, sous le prétexte de les délivrer, occuper un territoire dit indépendant et prendre le relai d'une armée locale qui a montré qu'elle ne voulait pas se battre contre un peuple frère.

Qui sont donc les otages dont parle le gouvernement français ? N'est-ce pas ces Français que l'on a fait venir sans les prévenir de la situation, en les installant dans des bases militaires fortifiées, pour servir les intérêts des grandes banques françaises et de firmes multinationales, s'abritant derrière un gouvernement «mauritanien» totalement coupé de son peuple ? Ces Français, dont la plupart sont inconscients du rôle qu'on leur fait jouer, sont en réalité les otages du gouvernement français et des intérêts très particuliers - et même familiaux, dans le cas de Giscard -, que les grandes familles économiques, nationales et internationales, ont dans la région.

A ces Français otages, il faut ajouter tous les Mauritaniens et tous les Sahraouis qui n'auraient aucune raison de faire la guerre, si le gouvernement français n'intervenait pas dans leurs affaires.

Or, pour ces Français, on est prêt aujourd'hui à déclencher une guerre aux conséquences imprévisibles au niveau mondial, mais dont on peut être sûr qu'elle ferait couler le sang de milliers d'habitants de la région. Est-ce là la conception française des droits humains ? Pour six Français, des bataillons entiers iraient anéantir des maghrébins. Le prix du sang n'a-t-il pas la même valeur, selon le peuple auquel on appartient ?

Cette funeste mascarade, ce machiavélique viol des consciences, prouvent une chose : en réalité, ce ne sont pas des Français que l'on cherche à «sauver» par le branle-bas de combat et la mobilisation actuels, mais bien des intérêts économiques précis.

Ainsi, les otages ne sont pas ceux que l'on tente de nous faire croire. Les vrais otages des intérêts et du gouvernement français sont les peuples du Sahara Occidental, de Mauritanie et de l'Algérie, auxquels il faut ajouter le peuple marocain, lui-même victime des mystifications de Hassan II. A ces peuples-otages, s'ajoutent nos 1 700 compatriotes utilisés par le gouvernement comme otages-alibis.

C'est le rôle du peuple français de se mobiliser pour exiger le départ de tous les coopérants français sans qui le régime mauritanien serait incapable de continuer la guerre fratricide qu'il mène contre le peuple sahraoui.

La guerre économique menée par notre pays pour le contrôle du phosphate, du fer, de l'uranium, du pétrole, du manganèse risque bien de déchaîner une folie meurtrière contre tous les peuples de la région. Il faut tout faire pour l'arrêter !

Ce numéro de « Sahara Info » vous arrive en retard : après de multiples recherches, la maquette a été retrouvée aux P.T.T. où elle avait été égarée lors de son expédition chez l'imprimeur. Comme vous, nous le regrettons vivement.

Sur le front

190 prisonniers marocains et mauritaniens ainsi qu'un important lot de matériel et d'armements militaires ont été présentés lundi 12 septembre 1977 à la presse internationale par M. Brahim Ghali ministre sahraoui de la Défense. 152 prisonniers ont été capturés au cours de l'opération de «rattissage» lancée au Sahara occidental par les troupes maroco-mauritaniennes, du 1^{er} août au 1^{er} septembre dernier, au lendemain du traité de défense commun qui lie la Mauritanie au Maroc.

«Notre lutte de libération, a affirmé M. Brahim Ghali, amorce un important tournant. Le cinglant revers que viennent de subir les forces de Rabat et de Nouakchott en est une preuve éclatante.

«En dépit de tous leurs efforts, a souligné le ministre sahraoui de la Défense, les régimes marocain et mauritanien ne pourront cacher indéfiniment l'amère réalité de leurs défaites à leur peuple respectif».

L'efficacité de la guérilla sur le terrain est telle, qu'après la ville de Farsya, les forces d'occupation marocaines ont dû évacuer la ville garnison d'Haouza, dans le Saguiet el Hamra après deux jours de combats, les 26-27 septembre derniers.

Il ne se passe pas un jour sans que le Front Polisario ne publie un communiqué militaire faisant état d'opérations au Nord ou au Sud du pays. Dans un récent communiqué, le Front Polisario déclarait qu'«une pression aussi forte (qu'au Nord) est exercée par l'A.P.L.S. sur le front Sud».

Nous voyons par là, la volonté des combattants sahraouis de vouloir maintenir à un niveau élevé la lutte contre les occupants maroco-mauritaniens.

Les conséquences de cette guerre affaiblissent chaque jour davantage le régime mauritanien qui, pour survivre, est obligé de faire appel à l'aide financière étrangère et au soutien militaire marocain. Les points stratégiques mauritaniens sont aujourd'hui sous le contrôle du Maroc.

De quelle indépendance le président Ould Daddah peut-il encore se prévaloir ?

LE PSI POUR L'INDÉPENDANCE DU PEUPLE SAHRAOUI

Une délégation du Front Polisario, dirigée par son Secrétaire Général Adjoint, M. Bachir Mustapha Sayed, et composée par Messieurs Moktar Malainine, membre du Bureau Politique, Ahmed Salec Kaid Salah, membre du Bureau International, et Omar Ahmed, représentant du Front en Italie, a rencontré à Rome une délégation du Parti socialiste Italien dirigée par M. Claudio Signorile du Secrétariat du Parti, et composée par Messieurs Emi Egoli de la section Internationale et Gianni Simoni du Comité de solidarité avec le peuple sahraoui.

Au cours de l'entretien qui a été cordial, les délégations ont procédé à un échange d'informations et ont constaté une large convergence de vues sur les problèmes relatifs à l'indépendance et la souveraineté du peuple sahraoui.

Le Front Polisario attribue une grande importance aux relations avec les forces socialistes européennes, et plus particulièrement d'Espagne, de France et d'Italie qui peuvent contribuer à résoudre positivement le problème d'un juste équilibre dans la région nord-africaine.

Le Parti socialiste Italien a manifesté son soutien aux objectifs d'indépendance du peuple sahraoui, dans la conviction que ce droit représente un facteur de paix et de coopération avec tous les peuples et les États voisins.

Quant au Maroc, la situation politique ne vaut guère mieux. Hassan II ne peut se maintenir que grâce à une farouche répression contre les masses marocaines qui subissent chaque jour les conséquences économiques de la guerre. Les pertes en vies humaines infligées par les Sahraouis aux Forces royales minent le moral d'une armée et d'une population civile qui se demandent quel intérêt le Maroc peut bien avoir à occuper le territoire sahraoui ?

Ould Daddah et Hassan II s'entendent avec quelques pays arabes réactionnaires pour bloquer toute solution diplomatique et repousser constamment la réunion d'un sommet extraordinaire de l'O.U.A. sur le Sahara occidental. Ils croient ainsi que le temps et les négociations secrètes sur le

dos du peuple sahraoui joueront en leur faveur. Ils se trompent.

Car aujourd'hui, la volonté du peuple sahraoui pour lutter pour son indépendance totale est plus grande que jamais. Il le prouve par des actions armées. Si certains pays, dont le Maroc et la Mauritanie, persistent dans leur attitude, et bloquent encore pendant des semaines toute réunion des représentants des États africains sur la question, ils sauront vite que cette solution n'est pas la bonne. Les combattants sahraouis, en redoublant de combativité et en infligeant des pertes extrêmement dures aux armées d'occupation, sauront rappeler qui est maître du terrain, et que la guerre «n'est que le prolongement de la politique ...par d'autres moyens».



LE SHAH D'IRAN SE RECYCLE DANS LA BROCANTE D'ARMES

S'il l'avait pu, il serait lui-même venu bombarder le peuple sahraoui, comme il bombarde le peuple d'Oman. Le Shah d'Iran a trouvé une nouvelle manière d'exprimer sa solidarité à son compère Hassan II.

Inquiet de la situation existant au Sahara occidental, après le retrait définitif de l'Espagne, le Shah d'Iran et le roi Hussein de Jordanie souhaitent apporter leur aide à Hassan. Le Shah qui est un des premiers clients des USA et qui a des armes à profusion est prêt à en donner une certaine quantité au Maroc. Très précisément il souhaite offrir à Hassan le somptueux cadeau suivant : 6 avions F 5 A, des fusils 36,106 mm et des obusiers de 16,55. Le tout représentant quelques milliards d'anciens francs.

Mais il ne souhaite pas apparaître, publiquement, comme le donateur et propose donc que le roi Hussein serve d'intermédiaire. Le Shah demande l'accord des USA, c'est-à-dire du Pentagone et du Département d'État, qui donnent leur autorisation. Les membres du Congrès américain en sont informés et ne soulèvent pas d'objection. Cette attitude va dans le sens du soutien que les USA accordent depuis de nombreuses années au roi du Maroc qui défend leurs intérêts économiques et politiques. Par ailleurs, le Maroc achète essentiellement des armes américaines : 300 millions de dollars en 1975 et 178 millions en 1976.

Après ces longues tractations, le Shah d'Iran livre le matériel de guerre au roi Hussein qui se charge de l'amener à Hassan.

Se sentant menacés par les luttes de libération et les luttes populaires, les régimes réactionnaires du monde arabe et du continent africain s'entraident de plus en plus. Cela évite ainsi aux USA d'intervenir directement, comme au Vietnam, et leur permet d'agir à travers des régimes qui acceptent de jouer un rôle actif et direct dans le cadre de la stratégie américaine.

LES RAISONS DU PRÉSIDENT BONGO

Le président Bongo, venu au secours de l'Empire français, s'est répandu en déclarations fracassantes dans les instances internationales, tendant à montrer le peu de crédit à accorder au Front Polisario, «*qui n'était pas reconnu par l'O.U.A.*». Il est vrai que la question n'a pas été présentée sous cet angle-là, devant les instances de l'O.U.A., en raison de l'existence de la R.A.S.D. Ce qui ne veut pas dire que les délégués du Front Polisario n'ont pas chaque fois, malgré l'opposition et les pressions des États conservateurs, participé à chacune des réunions de l'O.U.A. de ces dernières années.

Mais pourquoi donc M. Bongo outre-passe-t-il très largement le devoir de réserve et de neutralité qui incombe à un

président en exercice de l'O.U.A. ? L'opinion progressiste africaine sait que désormais chaque fois qu'il se passe une offensive de re-colonisation, Libreville y est étroitement lié. On peut même dire que cette capitale n'est pas seulement celle du Gabon, elle est aussi le «*commandement impérialiste français pour l'Afrique*». Le très célèbre M. Foccard y fait de très fréquents et longs séjours.

Ce que l'on sait moins, c'est qu'un certain Horma ould Babana y sévit également, au titre de «*conseiller-marabout*» de Bongo. Ce sont les services français, inquiets de l'influence que pouvait exercer sur Omar Bongo, sa conversion à l'islam en Lybie, qui ont dépêché auprès de lui un «*conseiller-marabout*» ayant toute leur confiance. Cet ancien député de l'administration coloniale française en Mauritanie qui a perdu son siège en 1951 et s'est à nouveau fait battre en 1956 était allé de dépôt, se lier à Allal el Fassi pour fonder avec lui la théorie du «*grand*

Maroc». C'est donc lui qui a été un des principaux animateurs de la campagne de revendication du Maroc sur la Mauritanie et le Sahara Occidental. On imagine donc le rôle qu'il peut actuellement jouer auprès de Bongo, au nom de la monarchie chérifienne. On peut l'imaginer d'autant plus que son ancien lieutenant en Mauritanie, qui l'avait rejoint plus tard au Maroc, est actuellement le président du parlement marocain. Il s'agit de N'Deye ouï Sidi Baba.

Bongo est donc particulièrement impartial puisqu'il soutient à la fois dans la question sahraouie, les thèses de «*l'empire français*» et du «*sous-empire marocain*». On peut donc ainsi s'expliquer pourquoi l'impérialisme a tant poussé pour que le dernier grand sommet de l'O.U.A. se tienne à Libreville car ainsi Bongo pouvait devenir le président automatique de cette organisation pendant un an... et retarder pendant ce temps l'auto-détermination des populations sahraouies.

A bas les accords tripartites

**LE 14 NOVEMBRE 1975 ÉTAIT SIGNÉ
UN ACCORD ENTRE LE MAROC,
LA MAURITANIE ET L'ESPAGNE
À MADRID,
LÉGALISANT L'INVASION
DU SAHARA OCCIDENTAL :**

Le 13 décembre 1974, l'Assemblée générale de l'ONU avait demandé au Comité de décolonisation d'organiser une enquête auprès des Sahraouis pour savoir s'ils désiraient s'émanciper de la colonisation espagnole. La commission d'enquête ne devait publier son rapport que le 14 octobre 1975 (1). Entre temps, le 23 mai 1975, dans un communiqué remis à la presse, le gouvernement espagnol annonçait : «*L'Espagne n'entend en aucune façon prolonger sa présence sur ce territoire*». Ce pays envisageait alors une solution de type néocolonial qui, sous couvert d'accès à l'indépendance, n'en ferait pas moins le jeu des puissances impérialistes, comme c'est le cas pour le Maroc ou la Mauritanie.

Les 1^{er} et 2 juillet, Bouteflika, ministre algérien des affaires étrangères, eut de longs entretiens avec Hassan II à Rabat, en vue de parvenir à une entente entre les deux pays, mais aussi de préciser les positions de l'Algérie sur le Sahara. Mais, même si à l'issue de la réunion les choses semblaient s'être améliorées, la situation

s'est vite dégradée entre les deux pays. Ali Yata, le secrétaire général du Parti du Progrès et du Socialisme (PC marocain) n'avait-il pas déclaré : «*Il ne s'agit plus, pour le peuple marocain, d'affronter les visées du colonialisme espagnol, mais de faire face à l'attitude du gouvernement algérien*» et invoqué l'éventualité d'«*une invasion du territoire saharien au cas où on n'aboutirait pas à une solution pacifique*». Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que ces paroles se transforment en actes : l'union sacrée réalisée par tous les partis légaux marocains autour du roi a permis que 350 000 Marocains franchissent le 6 novembre 1975 la frontière et envahissent le Sahara occidental. Le Maroc mettait devant le fait accompli les instances internationales.

C'est sous cette «*pression*» que le gouvernement espagnol a signé un accord avec le Maroc et la Mauritanie, resté jusqu'à ce jour secret. On sait cependant que certaines dispositions étaient prises :

— L'Espagne cessait d'administrer le «*Sahara espagnol*»,

— La présence espagnole prendrait fin le 28 février et une administration intérimaire prendrait la relève composée de Marocains, de Mauritanais, et quelques potiches.

L'Espagne conservant quelques privilèges : sur la pêche, l'exploitation du phosphate, les bases militaires.

Ainsi, ces accords permettaient de légaliser l'annexion pure et simple du Sahara

occidental par le Maroc et la Mauritanie. Ils permettaient aux armées d'invasion de massacrer odieusement le peuple sahraoui, avec des armes livrées par l'Espagne et la France. Face à ces atrocités, les Sahraouis ont dû quitter leurs terres et se réfugier, pour la plupart, dans des camps de fortune, dans la région de Tindouf.

Nous pouvons donc voir l'importance, et les conséquences dramatiques, que peuvent avoir ces fameux accords tripartites. Il semblerait que l'Espagne modifie prochainement sa position. En effet, l'influence des partis ouvriers (PSOE et PCE) qui ont pris position sans ambiguïté pour l'indépendance du peuple sahraoui, a permis que s'engage un premier débat au Parlement espagnol sur la question. La presse semble elle aussi favorable à l'arrêt de l'aide espagnole aux troupes expansionnistes.

Abroger les «*accords de Madrid*», c'est reconnaître l'illégalité des positions maroc-mauritaniennes, c'est se prononcer en faveur de l'autodétermination et l'indépendance du peuple sahraoui.

C'est pour cela qu'il est urgent que toutes les forces politiques et démocratiques en France se prononcent clairement sur ces accords. Il faut qu'elles exigent avec nous leur abrogation. Il faut qu'elles fassent entendre au Maroc, à la Mauritanie et aux instances internationales que le droit d'un petit peuple à disposer de lui-même ne se marchande pas.

CAMPAGNE DE SOLIDARITÉ

1977 - 1978

Le peuple sahraoui vit aujourd'hui l'une des périodes les plus tragiques de son histoire. Agressé, poursuivi, bombardé au napalm et au phosphore blanc par les armées d'invasion maroco-mauritaniennes, il a été condamné à l'exil.

Une partie de la population civile sahraouie (environ 130 000 personnes : femmes, enfants, vieillards) est aujourd'hui rassemblée dans une vingtaine de camps sur la frontière algérienne. Ces réfugiés sont arrivés dans le plus grand dénuement, ayant perdu tous leurs biens, leurs troupeaux massacrés ou morts de soif et eux-mêmes très affaiblis, blessés et malades.

Mais le peuple sahraoui sait compter sur ses propres forces. Et tous ceux qui ont pu se rendre dans les camps ont été frappés tant par l'organisation qui y règne que par le travail fourni par le peuple lui-même et le Front Polisario pour assurer des conditions d'existence minimum dans ces camps implantés, du fait des agresseurs, dans le milieu désertique particulièrement hostile qu'est la «hamada».

Ils savent que leur lutte risque d'être prolongée. C'est pourquoi, au sein même des campements, ils plantent des jardins potagers qu'il faut protéger du vent et de la sécheresse par des murettes ; ils bâtissent des constructions «en dur» pour faire face aux besoins collectifs : ainsi, les centres hospitaliers, disséminés dans tous les camps.

L'organisation de la vie dans ces camps montre une population entièrement mobilisée et prenant en charge ses propres problèmes. Des campagnes prophylactiques et d'éducation sanitaire, basées sur l'action des comités populaires de santé, assurent déjà la prévention des endémies.

Mais ce haut niveau d'organisation, cette prise en charge par tous du sort commun, contraste avec l'énorme carence de moyens. Coupé de ses moyens de subsistance naturels, en particulier de l'élevage transhumant, le peuple sahraoui lutte courageusement pour sa survie dans le milieu où il se trouve projeté. Mais les problèmes d'approvisionnement en nourriture et d'équipement sanitaire demeurent très préoccupants.

La solidarité internationale s'est déjà exprimée à l'égard du peuple sahraoui. Mais il reste d'énormes manques à combler et une régularité à assurer dans les envois, car les ruptures de stocks mettent à chaque fois en danger les vies de ces enfants, de ces femmes et de ces vieillards.

Tous ceux qui veulent agir pour le respect des droits de l'homme et des peuples, aujourd'hui si menacés à travers le monde, ne peuvent ignorer la lutte de tout un peuple pour sa survie et sa liberté.

Le combat du peuple sahraoui et du Front Polisario exprime, de manière concrète, un projet véritablement démocratique. A cet égard, il agit comme un «laboratoire d'idées» qu'il faut, à tout prix, préserver et aider à se développer. Son expérience, construite dans la douleur est exemplaire et le devoir de solidarité est grand à l'égard de ce peuple : pour continuer sa lutte, le peuple sahraoui a besoin du soutien des autres peuples. Il doit pouvoir compter sur l'ensemble des forces démocratiques et progressistes prêtes à se mobiliser pour la défense de la justice et de la paix.

C'est pourquoi, en accord avec le Front Polisario qui incarne, au niveau politique, la volonté de vivre et l'organisation du peuple sahraoui, une vaste campagne de solidarité est lancée, à l'échelon européen, pour couvrir les besoins prioritaires des camps de réfugiés.

Cette campagne - qui va débiter cet automne - s'étalera sur plusieurs mois. Des engagements ont été pris et l'aide, dans chaque pays européen, portera sur un domaine convenu avec le Front Polisario, afin que les diverses actions de solidarité couvrent l'ensemble des besoins.

En ce qui concerne la France, la campagne sera animée par l'Association des Amis de la R.A.S.D. Deux types d'aide seront organisés :

- une aide alimentaire en partie prise en charge par des organisations humanitaires (dont le C.C.F.D., la Cimade, le Secours Populaire) qui vont lancer un appel commun pour réunir la somme nécessaire à l'achat de 400 tonnes de vivres (d'une valeur de 500 000 francs). Ces organisations engagées elles-mêmes depuis plusieurs années dans des actions de solidarité avec différents peuples, entendent ainsi participer à l'initiative de l'Association.

- une aide médicale : l'Association des Amis de la R.A.S.D. ayant une section médicale, en contact permanent avec l'organisation sanitaire et sociale des camps de réfugiés, a décidé d'orienter sa campagne sur la fourniture de certains équipements médicaux, indispensables dans chacun des camps de réfugiés.

Il s'agira principalement de moyens de stérilisation qui permettront aux divers centres hospitaliers, souvent très éloignés de l'hôpital central, de devenir autonomes, et de laboratoires qui seront utilisés pour faire face aux endémies (pour le traitement de la tuberculose en particulier).

En participant à cette campagne, vous exprimerez (de manière agissante) votre solidarité à l'égard du peuple sahraoui et vous vous joindrez aux efforts que ce peuple déploie lui-même pour organiser son existence dans l'exil.

Campagne d'aide sanitaire au peuple sahraoui

Les besoins en médicaments et matières consommables

C'est au terme d'un voyage de 15 jours au Sahara, après des discussions avec différents responsables de la Santé sahraouie, que nous avons essayé de déterminer non pas tous les besoins présents et à venir, mais de sérier les urgences.

Rappelons que la population des camps est actuellement de 125 000 personnes, dispersées dans 25 villages (daïras); les villages sont réunis en trois régions (Willayas); il existe donc : 25 dispensaires et puéricultures, 3 hôpitaux dont l'un est l'hôpital national, une structure légère : le clinomobile qui doit être affecté à la lutte anti-tuberculeuse car il possède un appareil de radiographies enfin, une pharmacie centrale.

Les besoins en équipements

1 — Les dispensaires : Ils sont très démunis ; il existe, en moyenne, 3 seringues et 6 aiguilles par dispensaire pour pratiquer environ 80 injections quotidiennes.

Sont nécessaires à court terme :

- des réfrigérateurs fonctionnant au gaz butane pour conserver les médicaments périssables (vaccins, globulines)
- des tables d'examen, appareils à tension, stéthoscopes, thermomètres,
- du petit matériel chirurgical : pincettes, pincettes avec leurs éprouvettes, des pincettes diverses : à disséquer, Kocher, Péan, etc., des ciseaux, des bistouris, des vaccinostyles.
- des seringues et aiguilles : essentiellement, des seringues en verre et aiguilles non-jetables, des seringues et aiguilles jetables, en lot plus restreint pour un usage précis. Des aiguilles pour ponctions pleurales et lombaires
- des «cocottes-minute» pour la stérilisation des seringues
- des poissonniers, des plateaux, des haricots, en inox ou en émail,
- des tambours pour la stérilisation des compresses et pansements,
- des boîtes à coton, des garrots veineux,
- du matériel gynéco-obstétrical : spéculum, forceps, pincettes et ligatures à cordon, des stéthoscopes obstétricaux, des pese-bébés, des curettes,
- du matériel O.R.L. : miroirs de Clar à pile, spéculums de nez et oreilles, abaisse-langue.

2 — Les puéricultures manquent de cuillères, d'écuelles, de grosses marmites, de louches, de seaux en plastique.

3 — Les hôpitaux, au nombre de trois, sont équipés ou en voie d'équipement par de groupes électrogènes ; deux d'entre eux devraient pouvoir ouvrir rapidement leur département chirurgical ; pour cela, ils doivent disposer de :

- matériel de stérilisation, autoclaves, fonctionnant au gaz et à commandes manuelles, pour la stérilisation des champs, pansements, gants non jetables et boîtes pour la stérilisation des gants, etc.

Poupinels pour la stérilisation des instruments. Il faut y adjoindre des boîtes chirurgicales, des tambours, plateaux, haricots, poissonniers, témoins de stérilisation.

— Il serait souhaitable qu'il existe, au moins, un respirateur artificiel par hôpital avec le petit matériel nécessaire ; sondes d'intubation, laryngoscopes, aspirateurs.

— du matériel pour le traitement des fractures : scies à plâtre, cisailles, jersey, bandes plâtrées, attelles d'immobilisation provisoire, attelles de Boppe,

— des pieds à sérum, des bassins,

— du petit matériel à perfusion : aiguilles épicroaniennes, tubulures, trocards divers.

— des sondes diverses, trachéales, urinaires, gastriques.

— Dans l'un des hôpitaux, un centre dentaire doit fonctionner rapidement et réaliser soins et prothèses.

— La lutte contre la tuberculose, la mise en route des unités médico-chirurgicales imposent l'ouverture d'un laboratoire, en grande partie, déjà équipé, le reste du matériel nécessaire doit être acheminé vers les camps le plus rapidement possible.

— pour faciliter les campagnes de vaccination et lutter contre la propagation, des icères de seringue des Dermojets (au moins trois) sont nécessaires.

Il existe une pénurie grave de médicaments, beaucoup de ceux qui proviennent de l'aide internationale sont de marques très diverses, et dans chaque catégorie, en quantité insuffisante pour mener à bien un traitement ; en outre beaucoup sont périmés ou en voie de péremption. Nous pensons qu'il convient de privilégier la collecte de fonds par rapport à celle de médicaments, d'utiliser les sommes recueillies pour acheter des médicaments précis en quantité suffisante.

En attendant les résultats financiers de la campagne de solidarité, pour parer à l'urgence et diversifier les médicaments, la collecte d'échantillons médicaux peut être cependant très utile ; il convient alors d'avoir une quantité suffisante de médicaments de chaque spécialité, de vérifier les dates de péremption.

Les antibiotiques : certains antibiotiques de base sont fournis par l'aide internationale, tel le totapen, d'autres sont cependant utiles : cyclines, chloramphénicol et surtout **les formes pédiatriques.**

Le stock des anti-tuberculeux est épuisé (stroptomycine, P.A.S. Rimifon), il faut le reconstituer.



Les dénutritions :

— Les vitamines : les polyvitamines qui ont été distribuées lors de campagnes de masse sont épuisées, il convient d'en acheter en quantité importante et de façon suivie. Des vitamines sous d'autres formes sont nécessaires et peuvent être procurées sous forme d'échantillons. Stérogyl 15 en ampoules buvables, des hydrosols, des vitamines injectables (KL, B 12), de la vitamine A et de l'acide folique (pour les rougeoles graves), de la vitamine C.

— la pharmacie centrale ne dispose pas de fer, traitement de base des anémies nutritionnelles, extrêmement fréquentes au Sahara ; il faut procurer du fer utilisable par voie orale en bonne quantité et du fer injectable, éventuellement sous forme d'échantillons.

Des solutés injectables sont nécessaires pour les dénutritions graves (en particulier du post-partum) : perfusions d'acides aminés, type trophosan, de même des solutés macromoléculaires (il n'existe pas encore de banque du sang).

— **des anti-diarrhéiques :** Sulfaguandine, charbon, anti-spasmodiques (Diarsed)

— **des anti-ulcéreux et anti-acides :** anti-cholinergiques (atropine prantal, etc.) phosphalugel, polysilane, géluasil.

— **des antalgiques et antispasmodiques**

— **des collyres, gouttes nasales et auriculaires,** de la pommade à l'auréomycine (2% de la population est atteinte de trachome)

— du syntocinon, méthergin, micorène injectable

— des désinfectants urinaires.

Les hôpitaux et dispensaires sont complètement démunis en désinfectants ; certains produits (alcool, iode, dakin, ammoniums quaternaires) doivent être achetés de façon massive, de même la chloramine T pour la désinfection de l'eau, mais des échantillons de bétadine, mercryl, cétavlon, etc., peuvent être collectés.

Les pansements : il n'y a pratiquement pas de matériel pour faire des pansements, il est nécessaire d'envoyer rapidement de la vaseline stérile, du baume du Pérou, du tulle gras, du mercurochrome, du coton hydrophile + + +, de la gaze pour faire des compresses, du coton cardé, des bandes de toile et des bandes élastiques (type Velpeau), du sparadrap. Les combattants manquent de trousse d'urgence. Enfin tous les ouvrages en français ou en espagnol portant sur les techniques de laboratoire, la pédiatrie, la thérapeutique seront bienvenus.

En résumé : Les besoins sont immenses mais ils doivent être appréciés à la mesure de la population des camps de réfugiés : tout envoi de 25 seringues fait monter d'une unité la dotation de chaque dispensaire ! Certains équipements nous ont été demandés en priorité par les responsables de la Santé sahraouie (matériel de laboratoire et de dentisterie) ; certains médicaments de base ne peuvent être achetés qu'en grande quantité grâce aux fonds de la campagne de solidarité, cependant, il est, d'ores et déjà, possible d'envoyer du petit matériel (pinces, seringues, etc.) et des échantillons médicaux collectés par les différents travailleurs de la santé mobilisés pour la lutte anti-impérialiste du peuple sahraoui.



L'AIDE FOURNIE PAR L'ASSOCIATION DEPUIS UN AN SEPTEMBRE 1977 - SEPTEMBRE 1978

Vêtements et médicaments : Pendant un an, des centaines de cartons de vêtements sont parvenus au siège de l'association. Grâce aux bonnes volontés, ce sont des tonnes de vêtements qui ont pu être triés et emballés, afin de les faire parvenir le plus rapidement possible aux réfugiés sahraouis.

Les envois suivants ont été faits :

- Section de Paris : envoi de 12 tonnes de vêtements
- Section de Lille : envoi de 2 tonnes de vêtements
- Section de Marseille : envoi de 3 tonnes de vêtements et de lait.

La section sanitaire a pu réunir plusieurs centaines de kilos de médicaments, du petit matériel chirurgical et du matériel de laboratoire qui ont été remis au Croissant Rouge Sahraoui.

Nous tenons à remercier ici Air Algérie qui nous a accordé toutes les facilités souhaitées pour pouvoir faire parvenir le plus vite possible les dons recueillis.

Dons financiers : l'Association a recueilli en l'espace d'un an la somme de 18 000 francs, destinée à soulager les souffrances des réfugiés.

Besoins dans les camps

Le type d'alimentation qui a cours dans les camps de réfugiés sahraouis, en fonction de l'environnement aride ne permettant aucune agriculture, et de la destruction quasi-totale du cheptel par les armées d'agression marocaine et mauritanienne, est gravement carencée en protéines, vitamines et sels minéraux.

Les conséquences de cette malnutrition sont très graves, surtout pour les nourrissons et les jeunes enfants de moins de cinq ans.

Pris en charge dans des restaurants collectifs, ces enfants ont notamment besoin de :

- polyvitamines en gouttes 3 000 flacons
- lait en poudre partiellement écrémé, si possible enrichi de protéines et de vitamines pour les nourrissons 1 500 kg
- lait en poudre demi-écrémé, si possible enrichi de protéines et de vitamines pour les nourrissons 1 500 kg
- purées de légumes et compotes (en pots) 3 000 kg
- biberons complets 1 000

Bien que les enfants de moins de 5 ans soient les plus menacés, c'est toute la population des camps qui souffre de dénutrition. Les cas d'anémie sont nombreux.

Les produits dont le manque se fait le plus cruellement ressentir au niveau général sont :

ESTIMATION BESOINS CONSOMMATION MENSUELLE POUR 120 000 RÉFUGIÉS

- sucre 360 tonnes
- huile 180 000 litres
- viande (en conserve ou séchée) 432 tonnes
- fruits (secs ou en conserve) 340 tonnes
- jus de fruits 240 000 litres
- légumes (en conserve ou déshydratés) 240 tonnes
- lait (en poudre) 360 tonnes

ENGAGEMENT MENSUEL

Pour que le peuple sahraoui reçoive régulièrement l'aide matérielle dont il a besoin, l'Association a besoin de rentrées financières très régulières, afin de pouvoir procéder à l'achat des denrées alimentaires indispensables aux réfugiés.

L'Association, lors de la visite du Président du Croissant Rouge Sahraoui, a pris l'engagement de prendre en charge les achats de matières grasses.

Pour acheter l'huile indispensable à un camp regroupant quelques 1 500 personnes, il nous faut plusieurs milliers de francs par mois. Cela suppose une aide financière de la part des amis du peuple sahraoui, régulière et constante.

Nous vous demandons ici ce soutien régulier et mensuel. Pour que ces réfugiés reçoivent régulièrement l'aide matérielle dont ils ont besoin, aidez-les en nous envoyant chaque mois par prélèvement automatique, une somme fixe qu'il vous reste à déterminer. Quelle que soit la somme que vous pouvez verser, n'oubliez pas que 10 francs assurent la quantité d'huile nécessaire à plusieurs familles pendant un mois.

Je verse par prélèvement automatique CCP ou bancaire la somme mensuelle de francs, à l'ordre de l'Association des Amis de la R.A.S.D.
CCP 19 303 - 94 K Paris

CARTES DE VŒUX

Deux pochettes de cartes de vœux, en noir et blanc pour soutenir la lutte du Peuple Sahraoui, sont en préparation.

Une première série, éditée à partir de dessins d'enfants sahraouis : (meeting de femmes, la vie dans les camps, la lutte dans le désert, le départ des combattants, etc.) s'adresse à un public militant.

La seconde série représente des motifs artisanaux sahraouis.

Prix de la pochette de 5 cartes : 10 F.

Afin d'assurer rapidement la diffusion de ces pochettes, nous demandons aux membres de l'Association de passer rapidement leurs commandes.

NOM.....

ADRESSE.....

Je commande pochettes 1^o série (lutte du peuple sahraoui).

Je commande pochettes 2^o série (motifs artisanaux).

Compter 4 F de port en plus pour un envoi de 5 pochettes.

Ci-joint la somme de F en CCP ou Chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

A la fête de l'Humanité

Dans le cadre de la fête de l'Humanité, les deux organisations ont tenu, chacune, un stand. Celui de «Sahara Info» était installé dans le quartier des amitiés internationales tandis que le stand de «Sahara Libre», organe du Front Polisario était situé dans la Cité internationale.

Cette structure nous a permis d'avoir un double impact sur les nombreux visiteurs qui passèrent durant ces deux jours. Devant un public important et attentif nos camarades sahraouis expliquèrent leurs problèmes, leurs buts, par des débats et des projections de film, tandis qu'au stand de l'Association de fructueux contacts étaient établis entre les militants et les personnes intéressées par le problème du Sahara Occidental.

Enfin le dimanche après la visite du Secrétaire général du PCF, Georges Marchais chez nos amis sahraouis, la troupe nouvellement créée «Chahid El Ouali» interpréta des chants et des danses d'une sobre et grande beauté. Elle remporta un vif succès devant le public enthousiaste.

Cette reprise de contact, après la période de vacances, est encourageante et de bonne augure pour nous permettre d'entamer la campagne de solidarité dans les meilleures conditions.



Troupe « Chahid El Ouali »

Nouvelles de l'Association

SECTION DE STRASBOURG

Les amis de la RASD de Strasbourg ont eu de nombreuses activités au cours de l'été. Un débat fut organisé au mois de juin après la projection du film de Med Hondo «*Nous aurons toute la mort pour dormir*». Des tables de vente furent tenues lors du festival de films anti-impérialistes et lors de la semaine de solidarité avec les peuples d'Espagne. L'Association fut présente à la fête de l'Humanité de Strasbourg ainsi qu'au Rassemblement du Larzac.

Cette année, la section tiendra une permanence tous les mercredis de 18 à 20 heures, à l'adresse suivante :

Centre Bernanos
18 avenue du Maréchal Juin
Strasbourg

SECTION DE MARSEILLE

Elle a fait une demande pour pouvoir participer aux trente heures de la Marseillaise. Malheureusement, les organisateurs de cette fête ont cette année décidé de ne pas tenir de Cité Internationale en raison du contexte politique français.

SECTION DE PARIS

La rentrée s'est manifestée par sa présence à la fête de l'Humanité où étaient installés un stand de l'Association et un stand du Front Polisario derrière lesquels se sont retrouvés des militants français et sahraouis. (Voir article Fête Humanité).

La section a également participé à la semaine Anti-impérialiste organisée par le CEDETIM du 17 au 23 octobre, au 14 rue de Nanteuil Paris 14. Elle y a tenu un stand et participé aux débats.

La section Parisienne s'est développée ces dernières semaines. De nouveaux membres sont venus la rejoindre et la renforcer. Au cours d'une de ses dernières réunions la section a décidé de créer plusieurs comités de quartiers. Nous pouvons déjà signaler la création de Comités à Belleville, Barbès, Boulogne sur seine, dans les facultés de Vincennes et Villetaneuse. D'autres Comités vont encore être très prochainement créés.

L'ENGRENAGE DU SAHARA

La gauche marocaine qui avait voulu prendre Hassan II au piège, en le poussant à l'expansionnisme, se retrouve prisonnière du roi. Hassan II qui avait détourné son peuple du chômage et de la misère en le conditionnant et le mobilisant sur des objectifs de conquête, est lui-même prisonnier des mythes derrière lesquels il voulait abriter le désastre de sa politique. Afin de ne pas être victime de son armée qui a déjà perdu plus du quart de ses effectifs au Sahara, il est obligé de pratiquer l'escalade dans le meurtre des peuples de la région et dans le suicide collectif de son peuple. La dernière trouvaille, « l'exercice du droit de poursuite » qu'il a décrété le 11 novembre 1977 est une vieille habitude franco-marocaine.

Deux exemples sont célèbres : l'exercice du « droit de poursuite » par la France, avec la complicité du Maroc, contre l'émir Abd-el-Kader replié dans le Rif et l'opération française « *Écouvillon* » de 1958 contre les Sahraouis en lutte contre l'occupation de leur pays par l'Espagne.

Cet « *exercice du droit de poursuite* » est en fait une manière déguisée de déclarer la guerre à l'Algérie. C'est le gouvernement français qui pourrait se trouver « piégé » par ce nouveau défi du Maître Royal de Rabat, et se retrouver entraîné en raison de l'axe Paris—Madrid—Rabat, dans une aventure militaire que le peuple français n'acceptera jamais.

Avant d'être aussi ouvertement armé, l'engagement français a été politique et diplomatique. Dès l'avènement du président Giscard, il a été clair que celui-ci remplacerait la France dans le circuit de l'O.T.A.N. dont elle constituerait le bras armé pour la préservation de l'ordre capitaliste dans sa « zone » d'influence. Le Maghreb faisant partie de celle-ci et le Maroc étant considéré comme l'État-gendarme pour la région Nord-Ouest de l'Afrique.

Il était donc normal, dans ce contexte, que l'une des premières visites d'État de Giscard se fasse du 2 au 6 mai 1975 auprès d'Hassan II. Il s'agissait par là de rompre l'isolement, la quarantaine, dont il était l'objet, le rescapé des étés sanglants de 1971 et 1972, en lui accordant la reconnaissance et l'appui d'une puissance, à qui une certaine indépendance de pensée avait naguère donné de nombreux amis dans le monde.

Cet appui diplomatique avec toutes les conséquences que cela suppose à l'égard des « clients-subordonnés » de la France, avait déjà été donné lors du véritable coup de force sur l'Assemblée générale de l'O.N.U. fait par le Maroc. Celui-ci avait réussi à faire voter une résolution allant totalement à l'encontre des principes jusqu'alors utilisés en matière de décolonisation, puisqu'il demandait la saisie de la Cour internationale de justice de La Haye. Étran-



Le gouvernement français s'était engagé vis-à-vis des gouvernements de Rabat et Nouakchott à venir renforcer, par un envoi important de troupes, leurs armées et à apporter des moyens logistiques en armements très puissants dont beaucoup n'avaient jamais encore été expérimentés sur le terrain par l'armée française. Il s'était engagé à prendre momentanément la relève du Maroc

en ce qui concerne la protection du régime Daddah. Pour ne pas entamer dangereusement le prestige du régime français à l'étranger

en période électorale, ce soutien devait être limité dans le temps. Cet engagement de l'armée française et en particulier la couverture aérienne que la France devait apporter dans une guerre-éclair contre Tindouf, ne devaient être appris à l'extérieur qu'une fois l'opération en cours de réalisation comme au Shaba.

Les informations qui ont été partiellement dévoilées sur ce plan ont modifié considérablement son déroulement mais l'engagement français persiste, même s'il se présente sous une forme plus insidieuse et si le gouvernement français continue à proclamer sa neutralité dans l'affaire.

Mais quelle est donc cette « Neutralité : armée et armante » de la France qui pourrait bien entraîner celle-ci dans une aventure impérialo-coloniale qui la mettrait au ban des nations ?

ge résolution puisqu'elle sollicitait l'avis de la Cour sur les liens existants entre le Maroc, la Mauritanie et le Sahara avant la colonisation, tout en proclamant haut et fort le droit inaliénable de la population sahraouie à l'autodétermination. Cette résolution pour laquelle la France avait fait discrètement et efficacement campagne, adoptée le 13/12/1974 à une faible majorité, était destinée à retarder de plusieurs mois l'organisation du référendum des populations sahraouies prévu par l'O.N.U., afin de permettre au roi de préparer le plan d'invasion du Sahara.

Le roi Hassan qui pratique une diplomatie sans fard, a d'ailleurs déclaré lors du voyage de Giscard au Maroc qu'il avait apprécié le soutien apporté par la France devant les Nations-Unies, soutien qui montrerait ainsi son esprit de décision et « une appréciation de ce qu'est la prospective ». Hassan II voulait-il ici faire allusion aux plans prévus par la C.I.A. concernant le Maghreb, plans prévus depuis les années 1965-1966 et qui, dans la revue *Africa-Report*, proche de la C.I.A., présentaient le Sahara occidental comme l'un des points les plus stratégiques du monde en raison de son équidistance entre New-York et Moscou. En raison aussi, n'en doutons pas, de ces immenses réserves en matériaux stratégiques repérées par les satellites-espions. En 1968 déjà, dans le cadre des exercices de « recherche-simulation » politico-militaire, faits pour la C.I.A., il avait été prévu le déclenchement d'un conflit régional limité utilisant la question du Sahara pour destabiliser la région — et tout particulièrement l'Algérie qui apparaissait, comme le leader des pays cherchant à atteindre une véritable indépendance —.

Cette invention C.I.A. poursuivait plusieurs objectifs dont les principaux étaient de contrôler les régimes progressistes existant dans la zone des pays dominés et d'empêcher la naissance de nouvelles entités progressistes.

Dans les zones en voie de libération économique, sociale, politique, la C.I.A. se proposait donc d'organiser les conflits régionaux qui lui semblaient «nécessaires», en calculant leur limite dans l'espace et le temps, pour être en mesure d'apporter ensuite, tel le sauveur, une paix à volonté impérialiste. C'est ce jeu que la France joue très dangereusement au Maghreb depuis «l'ère Giscard». Peu après son entrée en fonction, un accord militaire sans précédent, exceptionnel en ce qui concerne le volume et les délais de livraison a été signé entre la France et le Maroc, en juin 1975, sous le nom de «Plan Marrakech». Or, il existait depuis 1974 un plan de partage secret du Sahara entre la Mauritanie et le Maroc et les services français ne pouvaient pas ignorer qu'une mission de l'O.N.U. venait de se rendre au Sahara où elle avait constaté l'attachement des populations du Front Polisario et leur volonté d'accéder à l'indépendance. La France ne pouvait donc pas «méconnaître» l'usage qui serait fait des armements. A partir de ce moment-là d'ailleurs, la France s'emploiera d'une façon qui n'échappera pas aux observateurs étrangers à attiser le conflit.

C'est en effet le Prince-Ministre Poniatowski, qui entretenait des relations «de cour» avec le père de Juan Carlos, qui poussera l'Espagne à signer, d'extrême urgence, dans une période où le pouvoir espagnol était vacant en raison de l'agonie de Franco, le déshonorant accord de Madrid. On dit même que c'est Giscard lui-même qui a conseillé à Juan Carlos de se rendre au Sahara pour calmer l'armée espagnole au sein de laquelle existe un important mouvement de gauche.

Il convient de noter que cet acte de propagande avait lieu en même temps que l'entrée des troupes marocaines au Sahara. On connaît donc la suite du voyage de Juan Carlos à El Aïoun : le fameux accord de Madrid et l'installation par l'armée espagnole, de l'armée marocaine. On sait aussi que des officiers et soldats espagnols furent arrêtés pour avoir refusé d'obéir aux ordres.

Les «conseils» de la France avaient été sérieusement renforcés par les pressions de la C.I.A. sur le gouvernement de Madrid, comme l'a révélé l'ancien gouvernement espagnol du Sahara occidental.

Le gouvernement français a ensuite agi sur Moktar Ould Daddah. Les pressions ont dû être réelles puisque celui-ci a déclaré à son opposition qui lui demandait des comptes, quelques jours avant d'entrer lui-même dans la guerre : «*Je me suis retrouvé étonné !*»

Des pressions ont également eu lieu sur la plupart des États africains, entretenant des relations «*privilegiées*»

avec la France... et c'est ce qui explique l'étrange ballet auquel s'est livrée l'O.U.A. concernant cette question, au mépris de tous les principes et toutes les règles de cette organisation, qui a pourtant de grandes traditions en matière de décolonisation. Le rôle joué par le Président Bongo, dont on sait qu'il est un des plus voyants représentants des intérêts français en Afrique, a trahi l'attitude de neutralité qui aurait dû être celle du président en exercice de l'O.U.A.

Il est inutile de revenir sur l'engagement militaire de la France qui a dépassé depuis longtemps les prévisions du «Plan Marrakech». Il n'y a qu'à lire les journaux de droite pour s'en convaincre. Depuis plusieurs mois, l'armée mauritanienne est «*reprise en main*» par un encadrement colonial. Entre cent-cinquante et deux cents militaires français sont arrivés en Mauritanie cet été. Il y en aura entre 300 et 500 très bientôt. La France avait prévu d'intervenir massivement lors du week-end de la Toussaint et avait dépêché des troupes au sud du Maroc et à Dakar et mis plusieurs de ses unités en état d'alerte. La force nucléaire elle-même était de la partie. Les pressions faites par la France sur Moktar Ould Daddah pour une occupation de la Mauritanie par plusieurs milliers d'hommes n'ayant pas abouti, celle-ci était prête à se passer de son accord.

L'invasion française de la Mauritanie devait être présentée à l'opinion française comme une protection des Français en danger en Mauritanie. S'il est vrai que des Français sont en danger en Mauritanie, la faute en est imputable à ceux qui les y mettent afin qu'ils exploitent toujours davantage, au profit d'intérêts étrangers au pays, les richesses mauritaniennes. La France s'est substituée presque totalement à l'ancienne puissance administrante : ce sont des sociétés françaises qui remplacent les anciennes sociétés européennes qui avaient investi au Sahara. C'est vrai pour le phosphate, le manganèse, l'uranium, le pétrole, etc.

La France a maintenant la main dans l'engrenage d'une guerre impérialo-coloniale. Elle peut encore s'en retirer avant d'y être impliquée totalement. Pour cela, elle devrait retirer tous ses coopérants «civils» et militaires de Mauritanie. Elle devrait retirer ses «conseillers techniques» militaires et certains groupes d'intervention très spéciaux, du Maroc. Elle devrait, si elle ne veut pas porter la redoutable responsabilité des morts d'une guerre du gouvernement de Rabat, à l'encontre du peuple algérien, déclarer l'embargo des armes à destination du Maroc.

Le peuple français ne peut plus se voiler les yeux ; son gouvernement l'a bel et bien engagé, sans son avis, dans une guerre impérialo-colonialiste. Il doit se battre désormais pour stopper cet engrenage qui risque de faire couler le sang de plusieurs peuples y compris le sang français.

Apportez votre soutien en adhérant

Je soussigné :

Nom

Prénom

Adresse

adhère à l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

Je verse la Cotisation annuelle de 70 francs. (Abonnement à Sahara Info compris)

la Cotisation de soutien de francs
en CCP ou chèque bancaire à l'ordre de l'Association des Amis de la République Sahraouie Démocratique.

BP 236 - 75 264 Paris Cedex 06 - CCP 19 303 94 K Paris

PENSEZ A VOUS RÉABONNER !

«Sahara-Info»
améliore
sa présentation
Aidez-le
dans son effort
de diffusion

Témoignage : Où va la Mauritanie ?

Nous publions ici un témoignage qui nous est parvenu. L'auteur nous a demandé de ne pas publier son nom pour des raisons bien compréhensibles.

J'ai passé deux ans en Mauritanie, d'octobre 1974 à décembre 1976. Volontaire du service national actif (service militaire en coopération) j'étais affecté en Mauritanie, en qualité d'instituteur à Nouakchott. Je n'avais alors aucune idée de ce à quoi pouvait ressembler la Mauritanie. (Oserais-je dire que je n'aurais su la situer sur la carte ?).

J'y ai rencontré un peuple plus qu'attachant, un pays magnifique et en particulier l'Adrar à la beauté si austère. Hélas, cette beauté, cette noblesse des hommes et des paysages à un régime politique corrompu à un point difficilement imaginable.

S'il est un pays musulman, à propos duquel on puisse dire que la Tradition l'a emporté sur la Religion, c'est bien la Mauritanie. C'est à savoir lequel va l'emporter, du racisme ou du tribalisme. Dans la course, la corruption n'est pas trop mal partie non plus. (Je citerai comme exemples, le directeur de l'E.N.A., s'enfuyant avec les subsides de l'école ou encore le récent scandale financier ayant entraîné le limogeage du Ministre des Finances).

Le pouvoir (comment ose-t-on parler de République ?) s'abritant hypocritement derrière un «Parti du Peuple», est à l'heure actuelle partagé entre l'armée, les Marabouts, les grands féodaux, le tout obéissant aux directives d'un Maroc, plus envahissant que jamais à l'égard d'un pays qu'il avait autrefois revendiqué.

Et, pour soutenir ce régime artificiel, des puissances auxquelles il importe peu, que le sable soit rougi d'un sang fratricide. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Combien de Mauritaniens ont, qui un frère, qui un parent dans l'ex-Rio de Oro ? Une grande partie de la population Mauritanienne sait bien en effet que cette guerre est injuste et que l'on s'assassine entre frères. Mais que peut-elle dire alors qu'elle est si bien muselée par la police, l'armée ou le P.P.M ?

De cela, j'en suis le témoin et j'ai écouté la voie du Sahara Libre avec des Mauritaniens. C'est d'ailleurs, avec la rumeur, la seule information dont on puisse disposer, la radio officielle observant sur ce sujet le mutisme le plus complet. A l'époque où je m'y trouvais, il avait fallu attendre le raid sur Nouakchott pour que la radio se décide à parler des opérations !

Je tiens aussi à dénoncer les persécutions dont sont l'objet en Mauritanie les R'Guibatt assimilés au POLISARIO, en particulier à Atar. Il faut noter que cette guerre mène le pays à la ruine ainsi qu'à la dépendance. Par exemple, à l'heure actuelle, dans les différents services des ministères, c'est la pénurie de papier de matériel et de crédits. Pendant ce temps les engins blindés français roulent à Atar, les mortiers espagnols sont entassés dans les land-rovers flambant neuves qui attendent sur le warf de Nouakchott.

Je veux dire encore une fois, combien le peuple Maure, ce lointain héritier de l'épopée Almoravide mérite d'estime et d'aide en ce moment difficile de son histoire. Il faut souhaiter que le cube de glace se décide à fondre bien vite...



SOLIDARITÉ

L'Association «L'Appel» vient de procéder à l'envoi de 1350 boîtes de rizline lactée, d'une valeur de 4 000 francs, destinée aux réfugiés sahraouis.

ANNONCE DE DOCUMENT À PARAÎTRE

L'Association va très prochainement publier un document concernant la répression qui frappe les Sahraouis séquestrés par Hassan II dans le Sud-Maroc.

Nous appelons tous ceux et toutes celles qui se préoccupent de la violation permanente des droits de l'Homme au Maroc à prendre contact avec l'Association afin de prendre part à la réalisation de ce document.

NOUVEAU

Un document de 8 pages, sur le Sahara occidental, illustré, vient d'être réalisé par l'Association.

Commandez-le à l'Association. Sections passez vos commandes.

Prix : 1,50 F

SAHARA INFO : à ce jour, 18 numéros sont parus l'abonnement pour 10 numéros	30 F.
SAHARA LIBRE : journal de l'intérieur. A ce jour 41 numéros sont parus en français, espagnol et arabe. Le n°	2 F.
REVUE DU 20 MAI : organe du Front POLISARIO en arabe et français. Le n°	5 F.
CHRONOLOGIE SUR LE SAHARA OCCIDENTAL	1 F.
MEMORANDUM : relatif à la proclamation de la RASD	2,50 F.
DOSSIER PRESSE : tome 1 sélection d'articles parus dans la presse concernant le Sahara Occidental (160 pages)	15 F.
DOSSIER PRESSE : tome 2 (février-septembre 1976) 90 pages	13 F.
DOSSIER PRESSE : tome 3 (septembre 76 - mai 77) 128 pages	20 F.
BROCHURE : 3ème congrès du FRONT POLISARIO (80 pages)	8 F.
DOSSIER DU SAHARA OCCIDENTAL : (70 pages) réalisé par l'Association Les Amis de la RASD	15 F.
Trois parties :	
a) historique, avec cartes et documents	
b) l'enjeu du Sahara Occidental	
c) témoignages recueillis par l'Association sur la résistance du peuple sahraoui à ses agresseurs	
INSIGNE : FRONT POLISARIO : l'un	12 F.
BADGES : «El Ouali» : l'un	10 F.
30 PHOTOS différentes en noir et blanc (format 24 x 30) l'une	7 F.
12 PHOTOS différentes en couleur (format 24 x 30) l'une	15 F.
(format 30 x 40) l'une	20 F.
POSTER «El Ouali Mustapha Sayed»	10 F.
AFFICHE de la RASD	2 F.
POSTER du peuple sahraoui en lutte	6 F.
AFFICHE du 3ème Congrès du FRONT POLISARIO	2 F.
POSTER à la mémoire des martyrs (en arabe)	5 F.
AFFICHE «Peuple sahraoui une lutte de libération»	1 F.
POSTER contre le tourisme au Maroc	7 F.
AFFICHE contre le tourisme au Maroc	2,50 F.
AUTO-COLLANT RASD	1 F.
FANION du Front POLISARIO	12 F.

Faites vos commandes à l'Association «Les Amis de la RASD»
BP 236 - 75264 PARIS CEDEX 06 - Tél : 033.79.10

Le Comité de rédaction de Sahara-Info a décidé d'ouvrir une rubrique «courrier» afin de publier quelques unes des très nombreuses lettres qui parviennent à l'Association. Participez à cette rubrique en nous écrivant afin de faire part à tous les lecteurs du bulletin de vos remarques, critiques et expériences. Nous reproduisons ci dessous, deux beaux poèmes qui nous ont été adressés par un jeune maghrébin.

HOMMAGE A LA RASD

Un feu, entre deux dunes
Dans le froid de la nuit
Et tout autour serrés
Des hommes et des femmes
Des enfants des animaux

Là-bas dans son désert
Le Peuple Sahraoui
Lutte pour sa survie

Puisqu'un peuple ne peut
Choisir sous le ciel bleu
Chaque être debout
Devient combattant
C'est lui qui a marché
C'est lui qui a peiné
Cette terre est à lui
Voyez il risque sa vie

Là-bas dans son désert
Le peuple Sahraoui
Lutte pour sa survie

Rangez impérialistes
Vos rêves colonialistes
Quand un peuple se lève
Ce n'est pas pour un rêve
Le monde ne doit pas oublier
Que sur sa propre terre exilés
Un père combat au Sud
Un fils tombe au Nord
Ce n'est pas une guerre
C'est un vrai génocide
Ils le brûlent au napalm
Ils l'achèvent au phosphore

Là-bas dans son désert
Le Peuple Sahraoui,
Lutte pour sa survie

Ce n'est pas une guerre
C'est un vrai génocide.

EL OUALI MUSTAPHA SAYED

Paix à toi EL OUALI
Je te regarde
Et regarde ton Peuple
La même foi brille dans vos yeux

Tu as fait de ton corps un rempart
Pour que vive Liberté
Et tous tes compagnons
De cette rude marche
Qui fils de SAGUIAT EL HAMRA
Qui berger de WADI EDDAHAB
Tous enfants Sahraouis
Martyrs
Pour qu'elle vive

Tu as jeté tes jours
Tu as immolé ta vie
Pour ton Pays
Je sais
Ce sont tes jours
C'est ta vie
Tu est SAHRAOUI.

SAHARA INFO

CONDITIONS D'ABONNEMENT

Si vous désirez recevoir les 10 numéros suivants de «Sahara Info», veuillez nous retourner le bon suivant :

Je désire recevoir «SAHARA INFO»

NOM :
ADRESSE :
PROFESSION :

Je verse 30 F. par chèque postal ou bancaire joint ;
libellé au nom de l'Association «LES AMIS DE LA
RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE DÉMOCRATI-
QUE» - BP 236 - 75264 PARIS CEDEX 06